

BVGer D-6004/2023 vom 26. Februar 2024

Bundesverwaltungsgericht, 2024-02-26, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_D-6004_2023

FR: TAF D-6004/2023 du 26 février 2024

IT: TAF D-6004/2023 del 26 febbraio 2024

Regeste

Asile et renvoi (procédure accélérée)

Erwägungen

E. 1

Le recours est rejeté.

E. 2

La requête d'assistance judiciaire partielle est rejetée.

E. 3

Les frais de procédure, d'un montant de 750 francs, sont mis à la charge du recourant. Ce montant doit être versé sur le compte du Tribunal dans les 30 jours dès l'expédition du présent arrêt.

E. 4

Le présent arrêt est adressé au recourant, au SEM et à l'autorité cantonale. Le juge unique :
Le greffier : Yanick Felley Léo Charveys Expédition :

E. 17

janvier 2024 consid. 7.2 ; D-4953/2023 du 26 octobre 2023 p. 9),

D-6004/2023 Page 9 que la situation personnelle du recourant n'amène pas non plus à déclarer inexigible l'exécution du renvoi, que, jeune et en bonne santé, le requérant dispose également d'un diplôme de (...) et d'une bonne expérience professionnelle, qu'en cas de besoin, il pourra demander de l'aide auprès de sa famille, dont la majorité des membres se trouve actuellement en B._____ (cf. p.-v. du 21 septembre 2023, Q23 p. 4), que l'exécution du renvoi est enfin possible (art. 83 al. 2 LEI ; cf. ATAF 2008/34 consid. 12 et jurispr. cit.), le recourant étant tenu de collaborer à l'obtention de documents de voyage lui permettant de retourner dans son pays d'origine (art. 8 al. 4 LAsi), que dès lors, la décision attaquée ne viole pas le droit fédéral, a établi de manière exacte et complète l'état de fait pertinent (art. 106 al. 1 LAsi) et, dans la mesure où ce grief peut être examiné (art. 49 PA ; cf. ATAF 2014/26 consid. 5), n'est pas inopportune, qu'en conséquence, le recours est rejeté, que, s'avérant manifestement infondé, il l'est dans une procédure à juge unique, avec l'approbation d'une seconde juge (art. 111 let. e LAsi), que, par le présent prononcé, la demande de dispense d'avance de frais de procédure est sans objet (art. 63 al. 4 PA), que la requête d'assistance judiciaire partielle doit être rejetée, les conclusions du recours étant d'emblée vouées à l'échec (art. 65 al. 1 PA), que, compte tenu de l'issue de la cause, il y a lieu de mettre les frais de procédure d'un montant de 750 francs à la charge du recourant, conformément aux art. 63 al. 1 PA ainsi que 2 et 3 let. a du règlement du

E. 21

février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral (FITAF, RS 173.320.2),

(dispositif page suivante)

D-6004/2023 Page 10 le Tribunal administratif fédéral prononce :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.